



Mardi 21 décembre 2010

COMMUNIQUE DE PRESSE
de Geneviève FIORASO, Députée de l'Isère

Photovoltaïque La diminution des déficits publics ne peut aller à l'encontre de la compétitivité d'un pays

Après la réduction de moitié du crédit d'impôt développement durable (CIDD), après plusieurs baisses non anticipées des tarifs de rachat de l'électricité solaire, **l'annonce d'un moratoire suspendant tous les projets en gestation dans le domaine du photovoltaïque est un coup de grâce porté à une filière fragile.** Alors que s'est tenue en début de semaine une réunion de concertation avec les professionnels du secteur, je tiens à réaffirmer l'enjeu qu'il y a à avoir une visibilité dans le temps et une politique industrielle cohérente permettant de construire une véritable filière du photovoltaïque.

En ne soutenant pas la construction d'une filière industrielle française du photovoltaïque et en ne confortant pas les entreprises existantes ou les projets en cours, le gouvernement privilégie de fait l'importation de panneaux venus de loin !

Cette annonce vient s'ajouter aux inquiétudes déjà très fortes des industriels et organismes de recherche du secteur, inquiétudes que j'avais relayées à plusieurs reprises, lors de ma participation au Congrès Mondial de l'Energie à Montréal ou dans le rapport que j'ai rendu récemment sur l'énergie et l'industrie pour le budget 2011.

La France accuse un grand retard pour le développement d'une filière industrielle du photovoltaïque par rapport à l'Allemagne, aux pays scandinaves, au Japon et à la Chine. Pourtant, toutes les compétences existent, tant sur le plan de la recherche, notamment en Rhône-Alpes où l'expertise dans le secteur de l'énergie est historique, que dans le secteur industriel avec des entreprises comme Photowatt, en Isère, premier fabricant français de systèmes photovoltaïques, que les partenariats avec la recherche publique ont amené à un niveau de technicité, de qualité, de maintenance, de recyclage inégalés.

Le Grenelle 2 de l'environnement prévoyait la création de 600 000 emplois liés à la croissance verte. Le Président de la République en personne s'y était engagé. Aujourd'hui, non seulement le gouvernement ne se donne pas les moyens de développer la filière du photovoltaïque, pas plus que celles de l'éolien, terrestre ou offshore, ou de la biomasse, mais il détruit les emplois existants dans les PME du photovoltaïque. Quel gâchis !

La diminution des déficits publics ne peut aller à l'encontre de la compétitivité d'un pays, notamment sur des filières d'avenir, stratégiques comme le photovoltaïque, où de nombreux emplois sont en jeu.

Aujourd'hui, plus que jamais, il semble urgent d'avoir une visibilité sur le long-terme, une politique claire, stable et de long terme, à l'image de l'Allemagne, afin que les particuliers, les aménageurs, les architectes mais aussi les entreprises puissent faire des investissements en toute connaissance de cause.